

# 1. Les indicateurs économiques

## Définir :

### --pnb :

- c'est la valeur de l'ensemble des biens et services produits par un pays pendant une année
- l'addition de toutes les valeurs ajoutées de chaque branche d'activité depuis la matière première jusqu'aux produits finis (et vendus)
- la croissance d'un pays se mesure à l'évolution de son P.N.B.

-- produit national net : PNB moins les amortissements

-- revenu national : addition de tous les revenus du pays

- revenus professionnels (salaires travailleurs, bénéfices des sociétés), mobilier, immobilier (loyers perçus), revenus de remplacement (allocations de chômage) au complément (allocations familiales)

-- balance commerciale : -- différence entre la monnaie qui rentre et qui sort

- différence entre l'importation et l'exportation
- si  $> 0$  → balance positive
- si  $< 0$  → balance négative

-- inflation : c'est la peau du niveau général des prix mesurés par l'indice général des prix : l'index  
À chaque fois que les prix augmentent de 2 % et que cette augmentation se maintient pendant deux mois consécutivement, il y a indexation des salaires

Augmentation du volume des biens produit = augmentation de masse monétaire

Si la masse monétaire s'accroît plus vite que le volume des biens produits, ca crée de l'inflation

-- pouvoir d'achat : quantité de biens qu'une unité de biens pour une somme donnée ne permet d'acquérir. Il y a perte de pouvoir d'achat lorsque les prix augmentent plus vite que les revenus

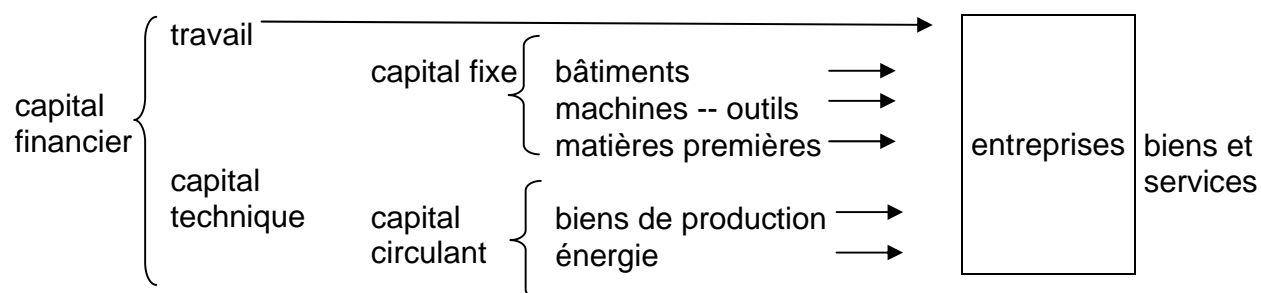
-- productivité : rapport entre la quantité produite sur le coût de production. Ce sont les intérêts des fonctionnaires qui sont défendus, pas ceux des travailleurs

-- investissement : distinguer investissement de rationalisation, investissement d'expansion (conséquences)

Facteurs de production

Moins de coût possible

plus de coût



Objectif : augmenter la productivité

5 % par an ?

Comment y arriver ?

Soit :

-- en agissant sur l'augmentation du travail -- Smith (1848) -- Taylor (1880) -- Ford (1911)

Smith : découpez le travail en plus grand nombre possible de gestes

Taylor : ost (organisation scientifique du travail)

Ford : forme pyramidale : le bas de l'échelle mobile supérieure

Travail à la chaîne : c'est la pièce à travailler qui doit se déplacer

1960 : on améliore la productivité. Expérience d'enrichissement des tâches.

Maintenant : retour au travail à chaîne

-- en agissant sur le facteur capital en investissant

Investissement égale augmentation de capital technique fixe.

-- investissement de rationalisation égale restructuration

1973 -- 1983 : nécessité d'introduire de matériel informatique. Très coûteux car taux d'intérêt très élevé

-- investissement d'expansion

visé à produire plus, on augmente la capacité de production

à partir de 1983 : création d'emplois, le chômage diminue ou se stabilise

-- taux de chômage : pourcentage de la population active non-occupée, désireuse de travailler et indemnisée

-- solde brut à financer : (= indicateurs de finances publiques) se mesure sur une année.

Solde brutes 2005 = dépense 2005 - recette 2005 = emprunt 2005

-- solde net à financer : solde brutes 2005 - amortissements de la dette = solde net

(amortissements de la dette égale capital remboursé en 2005)

-- déficit budgétaire global : addition de tout le solde net à financer depuis que l'État belge à un déficit

## **2. Le schéma du circuit économique en**

Savoir reproduire les schémas plus montrés que les phénomènes sont interdépendants

(À inclure : les deux schémas l'un sur les banques ménage entreprises commerçant, l'autre sur les dépenses et recettes)

Montrer en résonnant partir du schéma que dans la vie économique, quand cela va mal, cela à tendance à aller de plus en plus mal (chiffre,...).

1) schéma n°1 (bas du schéma)

Une entreprise fait faillite → le nombre de chômeurs augmente → les ménages ont moins de revenus → le pouvoir d'achat des ménages baisse → les commerçants vendent moins → les entreprises produisent moins → et sont obligés de réduire leur personnel → le nombre de chômeurs augmente → etc. À chaque tour du circuit, le phénomène s'amplifie

## 2) schéma n°1 (haut du schéma)

Une entreprise fait faillite → le nombre de chômeurs augmente → les ménages ont globalement moins de revenus → ils épargnent moins et sont parfois même obligés de faire appel davantage au crédit → les banques disposent de moins de liquidités (moins dépanner et plus de crédit = moins d'argent) → les taux d'intérêt augmentent → :

Soit : les entreprises continuent d'emprunter pour investir, mais dans ce cas le coût de leur emprunt est plus élevé → elles deviennent moins concurrentielles par rapport aux entreprises étrangères → elles exportent moins → elles peuvent se trouver en difficulté.

Soit : les entreprises n'empruntent plus car cela est trop coûteux → leurs outils de fabrication ne sont pas remplacés et deviennent dépassés par les entreprises qui se sont modernisées et dont la productivité est plus élevée → difficulté pour ces entreprises → licenciement → fermeture.

Le nombre de chômeurs augmente → etc. À chaque tour du circuit, phénomène s'amplifie.

## 3) schéma n°2 (haut du schéma)

Une entreprise fait faillite :

-- les revenus de l'État diminuent.

En effet, l'entreprise en faillite ne paye plus d'impôts et ne cotise plus à l'ONSS.

De plus, les travailleurs devenus chômeurs ne payent plus de cotisations sociales et versent également moins d'impôts à l'État.

-- les dépenses de l'État augmentent.

En effet, si le nombre de chômeurs augmente, les dépenses de l'ONSS augmentent (1972 : 72 000 chômeurs à indemniser, en 1982 : 500 000 chômeurs, 1998 : 500 000 chômeurs...)

De plus, en période de crise, pour éviter d'autres faillites, l'État intervient afin d'aider les entreprises en difficulté (Cockerill, par exemple).

-- le déficit de l'État s'aggrave (100 milliards en 1947, 5000 700 milliards en 1988, 10 milliards en 2002)

Pour lutter contre son déficit, l'État a deux solutions :

1) diminuer les dépenses -- moins d'argent pour le fonctionnaire -- moins d'allocations pour les chômeurs, invalide -- moins d'achat -- ralentissement de la vie économique.

2) augmenter ses recettes -- plus impôts pour les ménages et pour les entreprises -- les entreprises voient leurs coûts de production augmenter -- elles deviennent moins concurrentielles -  
- elles exportent moins -- moins de production -- licenciement.

Montrer à partir du schéma en quoi consiste le monétarisme et expliquer pourquoi cela ne donne pas tous les résultats escomptés. Citer des mesures concrètes.

Montrer en quoi consiste la théorie keynésienne, expliquer pourquoi cela ne donne pas non plus les résultats attendus.

	théorie keynésienne	le monétarisme
théoricien	John Keynes (1946) théorie générale de l'emploi	Milton Friedman théorie monétaire
idée centrale	-- relance par la demande -- accélérateur -- objectifs : le plein d'emplois	-- relance par l'offre -- frein -- l'objectif : la productivité, rétablir les équilibres monétaires
mise en application	-- en Belgique : 1973 -- 1985 -- en France : 1981 -- 1984	-- en Grande-Bretagne : Thatcher (± 1973 -- 1983) -- en France : gouvernement Balladur (1992 -- 1995)
théorie	L'emploi est lié à la croissance. Pour obtenir plein d'emplois, il faut accroître la production → il faut augmenter la demande augmentation de la consommation → création d'emplois	Il faut diminuer le coût des facteurs de production pour rendre les entreprises plus concurrentielles
mesures concrètes	1. Effectuer de grands travaux publics autoroutes, port, canaux hôpitaux, maisons de culture etc. 2. Embauche de chômeurs dans des tâches d'utilité publique : répondre à de nouveaux besoins collectifs sociaux 3. Améliorer les services publics SNCB et, armée, enseignement 4. Politique sociale : augmentation des petits salaires, des allocations	1. Diminution du coût du travail -- réduction des cotisations sociales patronales, isolation des cotisations sociales -- instauration du statut précaire (PFI, plan de formation insertion) -- réduction ou suppression de certains avantages extralégaux -- suppression de liaison des salaires à l'index (1986 : trois suppressions) -- instauration d'un index de santé 2. Diminution du coût du capital financier -- prime à l'investissement (objectif,...) -- facilités données aux jeunes qui veulent devenir indépendants -- diminution du taux d'intérêt 3. Diminution du coût de l'énergie -- subsides aux entreprises qui investissent en vue de faire des économies au niveau de l'énergie -- prix préférentiels pour les entreprises
pourquoi cela ne marche-t-il pas ?	1. Cela crée un endettement de l'État un endettement acceptable au début devient très insupportable 2. Cela entraîne l'inflation (hausse du taux d'intérêt) = frein aux investissements 3. Une augmentation du pouvoir	1. Politique d'austérité = ralentissement de la consommation -- diminution de l'emploi 2. Les entreprises aidées par une politique monétariste (prime, exonérations fiscales, aide à l'emploi) ne réinvestissent pas forcément dans notre pays

	d'achat n'entraîne pas nécessairement une augmentation de la demande intérieure si je dépense mon argent à l'étranger ou si j'achète des produits importés, je contribue à la relance économique des pays voisins	
Mesures d'accompagnement	1. Blocage des prix pour lutter contre l'inflation 2. Taxation des produits importés	Il faut créer des commissions de contrôle pour que les entreprises réinvestissent dans le pays

### Quelles sont les grandes fonctions de l'État ?

- redistribution des revenus
- fonctions de production de biens et de services collectifs

### **Crise énergétique**

#### **1. Situation de 1950 1973**

##### Décrire la situation énergétique de l'Europe. Caractéristiques générales.

1. Augmentation importante des besoins énergétiques les besoins sont multipliés par deux entre 1950 et 1965
2. Changement important dans la répartition des ressources  
Dans les années 60 le pétrole est très bon marché (c'est moins coûteux d'aller chercher le pétrole que d'exploiter le charbon).
3. Dépendance énergétique de plus en plus forte.
4. Jusque 1973, le prix du pétrole était bas. Même décroissant en monnaie constante.

##### Pourquoi les prix étaient-ils aussi bas ?

- l'offre semblait inépuisable
- la demande croissante pour les faibles par rapport à l'offre
- coût d'extraction relativement faible
- les multinationales sont maître du marché, ces multinationales sont les 7 grandes compagnies pétrolière (Fina, Esso, Shell, etc.)

#### **2. Crise de 1973 -- premier choc pétrolier**

##### Pourquoi le prix du pétrole a-t-il quintuplé ?

- les réserves ne sont pas inépuisables, l'offre diminue
- une demande qui augmente sous l'impulsion des États-Unis. Davantage parce que c'était un moyen pour les États-Unis de nuire à l'économie japonaise)
- réaction des pays de l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole). En 1973, il décide de prendre le contrôle de leurs sources de richesse. Ils taxent les multinationales. Pays de l'OPEP : Algérie, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigéria, Qatar, Venezuela. L'OPEP va même jusqu'à rationaliser
- les pays arabes se servent du pétrole comme arme diplomatique dans le conflit qui les oppose à l'Israël. Les occidentaux soutiennent l'Israël. Les arabes menacent de stopper les exportations pétrolières → augmentation des prix violentes

### **3. 1979 : révolution iranienne conséquence -- deuxième choc pétrolier**

Quels sont les raisons qui expliquent le prix du baril a doublé en 1979 ?

- pendant toute révolution iranienne, il y a arrêt de la production → l'offre diminuée
- arrivée au pouvoir, Khomeiny (conservateur islamiste) décide de ralentir la consommation de pétrole pour accentuer l'économie agricole, l'agriculture → l'offre diminuée
- les autres pays de l'OPEP décident de diminuer leur production → l'offre diminuée
- le président Carter, pour assurer les États-Unis d'un approvisionnement suffisant, décide de subventionner chaque arrivée de pétrole. Par conséquent, du pétrole destiné à l'Europe, est détourné vers les États-Unis, car les transporteurs pouvaient acheter plus cher, grâce à la subvention américaine

### **4. situation de 1986 à 2000**

Deux raisons expliquent les diminutions des prix du baril à partir de 1986 jusque ± l'an 2000.

Lesquelles ? Expliquer.

- les pays importateurs ont réagi avec efficacité suite aux deux chocs pétroliers et ont réduit leur indépendance vis-à-vis du pétrole.
  - En 1973 : 63 % de nos besoins étaient couverts par le pétrole
  - En 1998 : 40 % de nos besoins étaient couverts par le pétrole
  - Lutte contre le gaspillage
  - Recours à des énergies alternatives : énergie hydraulique, géothermique, éolienne,...
  - Le choix du nucléaire
- le pape n'a plus la même influence. Il y a d'autres pays qui ne font pas partie de l'OPEP et qui accroissent la production et qui vendent du pétrole. L'OPEP perd petit à petit le contrôle du marché (Mexique, Russie, pays exploitant la mer du Nord)
  - en 1973 : l'OPEP contrôle 65 %, en 1979 : 50 %, en 2004 : 39 %

Citer les mesures prises par l'Europe suite aux deux chocs pétroliers des années 80.

### **5. Depuis 2000 jusqu'à nos jours...**

Décrire la situation actuelle du marché qui explique l'augmentation importante du prix du baril (facteurs influençant l'offre -- facteur influençant la demande).

À qui profite l'augmentation du pétrole ?

- les pays producteurs
- les grandes compagnies pétrolières
- les spéculateurs
- les gouvernements des états consommateurs (Japon, Europe,)

## Explications technologiques de la crise -- réflexion sur la société postindustrielle

### 1. Histoire des crises

-- la crise actuelle s'inscrit d'après Kondratieff dans le mouvement cyclique ou alternent les phases d'expansion et phases de crise. Savoir dater les quatre phases que Kondratieff dégage en distinguant les phases d'expansion et les phases de crise.

-- nommer pour chacun des secteurs moteurs d'expansion.

-- nommer les types d'entreprise qui ont pris naissance à chaque phase.

-- décrire les problèmes sociaux et les luttes sociales caractéristiques de chaque phase.

-- nommer les idéologies qui se sont développées à chacune de période.

	première phase	deuxième phase	troisième phase	quatrième phase
durée totale	1847 -- 1895	1805 -- 1945	1945 -- 2000	2000 -- ?
phase d'expansion	1847 -- 1873	1895 -- 1919	1945 -- 1973	
phase de crise	1873 -- 1895	1919 -- 1945	1973 -- ?	
secteurs économiques industriels, moteur de l'expansion	machine à vapeur, textile, sidérurgie, industrie du verre, chemin de fer, chimie	moteur électrique, automobile, électricité, radiophoniques, téléphonie, mécanisation agricole, chimie	lettres, consommation de masse, TV, pétrochimie	génétique, informatique, l'exploitation des fonds marins, recherche spatiale
source d'énergie motrice	le charbon	Invention de l'électricité, avec le charbon et un peu le pétrole	le pétrole, nucléaire	le thermonucléaire, le solaire
forme des entreprises	entreprises artisanales, entreprises familiales	grandes entreprises familiales, société anonyme	Holding, multinationales	conglomérats, mondialisation
problèmes sociaux, lutte sociale	aucune loi sociale lutte pour l'amélioration des conditions de travail	lutte pour l'amélioration des conditions de vie, 1921 : 6x8 1936 : premiers congés payés 1944 : création de l'ONSS	lutte pour l'augmentation du pouvoir d'achat lutte pour la participation dans l'entreprise 1962 : Les syndicats sont reconnus, CSHE, CPPT	Lutte pour la qualité de vie
développement des mouvements sociaux -- idéologie	classe ouvrière <-> classe dirigeante, patron marxisme <-> libéralisme communisme <-> capitalisme	montée de l'extrémisme montée du fascisme, du nazisme	développement de nouveaux mouvements sociaux : féminisme économisme	fin des idéologies de classe : corporatisme développement de solidarité internationale
concurrence entre nations dominantes	France <-> Angleterre	France <-> Allemagne	est <-> ouest URSS <-> USA	Nord <-> sud

-- définir ce que fut « la révolution industrielle de 1840 » et relever les changements que cela a occasionnés (niveau économique, social, relationnel).

-- ce que nous vivons actuellement (passage de la deuxième vague) peut être comparé à ce qui s'est passé au moment de la révolution industrielle (passage de la première à la deuxième vague), expliquer.

1848

passage de la société agricole à la société industrielle  
primaire -- secondaire  
machine à vapeur -- remplaceront être manuel  
apparition de la classe ouvrière -- remplacement du travail manuel  
disparition du travail à domicile au profit de l'usine

1973

passage de la société industrielle à la société agricole  
secondaire -- tertiaire  
informatique -- en place en être orienté actuel  
disparition des métiers  
réapparition du premier domicile, fin des grands ensembles

## Les finances publiques

-- formule pour calculer le salaire net (salaire brut -- salaire imposable -- salaire net -- salaire coup).

-- montant des cotisations sociales du travailleur, du patron.

Salaire brut - cotisations sociale du travailleur = salaire imposable

-- 13,07 % de 108 % du salaire brut, si contrats de travail (ouvriers)

-- 13,07 % de 100 % du salaire brut si contrat d'emploi (employés)

Salaire imposable - précompte professionnel = salaire net (PP : voir barème, /\: situation familiale, réductions)

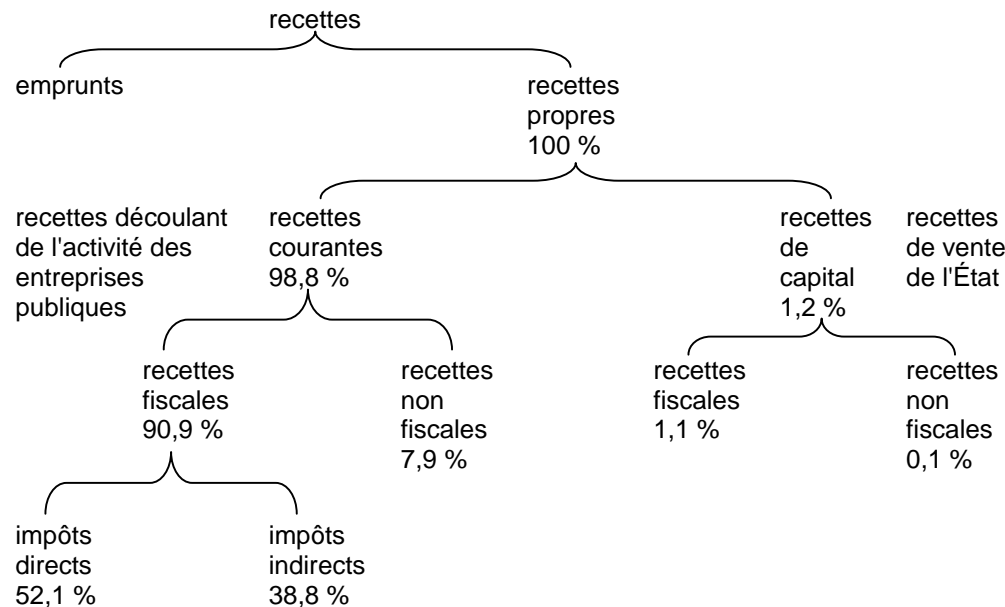
Salaire coût (coût pour le patron) = salaire brut + cotisations social du patron

-- 40,12 % de 108 % du salaire brut, si contrat de travail

-- 30,22 % de 100 % du salaire brut, si contrat d'emploi

-- savoir calculer un salaire (exercice avec documents).

-- citer les principaux postes de recettes de l'État + ventilation + exemples.



-- comparer impôts direct -- impôts indirects (principes, caractéristiques, exemples).

	impôts directs	impôts indirects
principes	-- frappé situation durable et permanent par sa nature	-- perçues et occasions d'actes ou de faits
caractéristiques	-- progressif (il augmente avec le montant des revenus) -- dégressif (il tient compte de la situation familiale de chacun)	-- ni progressif -- ni dégressif (identique pour tout le monde)
exemples	-- impôts des personnes physiques, impôt des sociétés, précomptes mobiliers (épargne : 1500 mots à 15 % = 225) et professionnel, versements anticipés impôts,...	-- TVA, droits d'accises, droits d'enregistrement, droits de douane,...

-- expliquer le mode de perception de l'impôt direct (trois étapes).

Les impôts directs sont perçus en trois étapes :

1ère étape : perception d'un précompte

-- précompte professionnel pour les revenus du travail calculé et envoyé directement par le patron à l'État (voir barème)

-- précompte mobilier retiré et envoyé directement par la banque à l'État (15 % sur les intérêts)

-- précompte immobilier calculé sur le revenu cadastral est envoyé par le propriétaire directement à l'État

-- versements anticipés obligatoires pour les indépendants et les sociétés

2ième étape : le contribuable remplit sa feuille de déclaration fiscale où il indique tous les revenus et les précomptes déjà versés.

Troisième étape : le fonctionnaire du service public fédéral financier calcule le montant total de l'impôt à payer pour l'année. Si les précomptes versés ont été trop importants, le contribuable sera remboursé. Dans le cas contraire, le contribuable devra payer la différence.

-- définir :

-- dépenses courantes -- recettes courantes : ce sont les dépenses qui n'entraînent pas un accroissement direct du patrimoine du pays. Elles comprennent notamment :

-- les frais de fonctionnement de l'État, c'est-à-dire toutes les dépenses qui sont nécessaires pour le fonctionnement des services publics, comme les traitements des fonctionnaires, la location de locaux, le chauffage, éclairage,...

-- les charges qui découlent de ce fonctionnement, comme les pensions des fonctionnaires et les intérêts de la dette de l'État (*les amortissements des fonds empruntés ne sont pas considérés comme des dépenses courantes*)

-- les subsides (par exemple ceux destinés à la sécurité sociale pour équilibrer son budget)

-- les pertes pouvant résulter de l'exploitation des entreprises publiques (S. N. C. B., Poste)

-- dépenses en capital -- recettes en capital : ce sont les dépenses de l'État qui entraîne un accroissement du patrimoine national. Il s'agit essentiellement des investissements de l'État (autour, canaux, port,...) Et des subsides qui ont une influence directe sur la formation du patrimoine du pays (par exemple subsides pour la construction d'équipements d'hôpitaux privés)

-- budget des voies et moyens + chiffre (2004) : 45 milliards d'€

-- solde brut à financer + chiffre : dépenses totales - recettes totales = solde brute à financer = emprunt

Le déficit diminue car on rembourse plus que ce que l'on emprunte (265 milliards d'euros)

-- solde net à financer + chiffre : solde brute - l'amortissement de la dette (le remboursement du capital) = solde net à financer (1 milliard d'euros)

-- déficit global + chiffre : addition de tous les soldes nets à financer depuis que l'État belge est endetté. Aujourd'hui : +- 265 milliards d'euros

-- budget en équilibre : recettes totales = dépenses courantes + dépenses en capital

-- budget admissible : recettes totales = dépense courante -- emprunt = dépenses en capital

-- budget alarmant : recettes totales + emprunt = dépenses courantes  
autres emprunts = dépenses en capital

## O. N. S. S.

savoir reproduire le schéma général

-- avec provenance des recettes :

-- cotisations

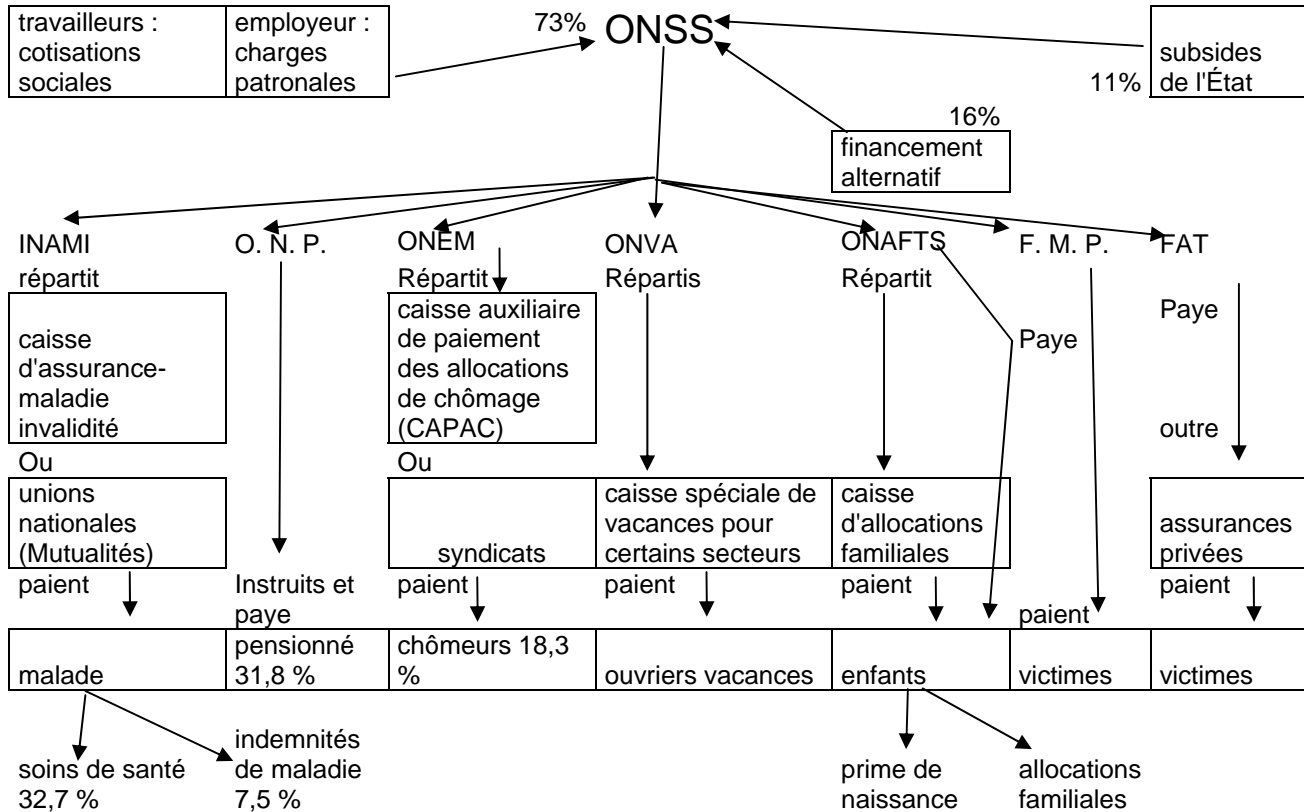
-- intervention de l'État

-- financement alternatif

-- les différents secteurs :

-- services rendus

-- explications -- abréviation -- chiffre



l'ONSS redistribuent alors l'argent aux différentes branches de la sécurité sociale à savoir :

- l'INAMI : institut national d'assurance-maladie invalidité
- l'ONEM : Office national pour l'emploi
- l'ONP : Office national des pensions
- l'ONVA : Office national des vacances annuelles
- l'ONAFTS : l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés
- le FMP : fonds pour les maladies professionnelles
- le FAT : fonds des accidents de travail

l'ONSS perçoit :

- des cotisations provenant des travailleurs et que les employeurs
- des subsides provenant de l'État
- financement alternatif (nouvelles recettes qui permettent d'équilibrer le budget de l'ONSS (tabac, alcool))

-- quels sont les facteurs qui expliquent le déficit ? (Démographie -- situation économique -- bureaucratie et lien social)

- 1) Démographie : population vieillissante, de + en + de pension, soins de santé augmentent. Entre 2010 et 2020 beaucoup de pension du au baby-boom d'après guerre.
- 2) Niveau de l'emploi : travailleur qui perde emploi \_ il coûte et il ne cotise plus (conjecture économique)
- 3) Manque de visibilité de cette solidarité obligatoire. On ne se rend pas compte de ce qu'on paie, on ne se sent pas responsable (on va plein de fois chez le médecin, on fait des radios 2 fois,...)
- 4) On a de nouveaux besoins Ex : la médecine (ex : soins à domicile, appareil plus coûteux,...)
- 5) Compétitivité des entreprises mesure : employé ne paie pas de cotisations sociales, mais recette en moins.

-- quels sont les solutions par rapport au déficit de l'ONSS ?

-- augmentation des recettes... Comment ? Lesquelles ?

-- diminution des dépenses

-- expliquer en quoi consiste la solution qui consiste à structurer la sécurité sociale en deux secteurs.

Financement alternatif :

\*ONSS financé par le travail (l'employeur qui a beaucoup, d'employé paiera beaucoup à l'ONSS)

\*Il faudrait que l'entreprise paie l'ONSS en fonction de ses bénéfices.

\*Cotisations sociales généralisées (CSG)

Les cotisations sociales sont calculé sur revenu de l'épargne, l'immobilier,... bref sur l'ENSEMBLE du travail (revenu du travail)

Créer deux secteurs :

- 1) Revenus de remplacement financé par les cotisations sociale (ex : pension, chômage, paiement des indemnités) c.à.d uniquement ONSS
- 2) Revenus de compléments (allocations familiales, remboursement soins de santé) seraient financé par fiscalité c.à.d l'Etat.

Danger : les flamand veulent régionaliser les fiscalités par région ONSS

-- danger de régionalisation (explications)

Revenu national pour le remplacement.

Régional pour complément. Donc différence entre sud et nord deux vitesses.

Voir feuille solutions et enjeux.

Beaucoup discuté et ça revient tout le temps lors de discussions.

-- danger de privatisation : comparer la sécurité sociale basée sur la solidarité et les assurances privées et basées sur le profit.

Privatisation attention danger :

**Sécurité sociale - SOLIDARITE**

Couvre tous les risques en rapport avec le travail

Elle travaille au coût de revient

On paie la prime identique aux autres, quelque soit le risque

Les cotisations sont proportionnelles au salaire

On conserve ses droits si on tombe malade ou chômeur

La sécurité sociale assure tout le monde

**Assurance privée - CHACUN POUR SOI**

Choisit les risques qu'elle veut assurer

Elle travaille pour faire du bénéfice

On paie une prime plus élevée pour un risque plus grand

On paie une prime en fonction de l'indemnité que l'on souhaite obtenir

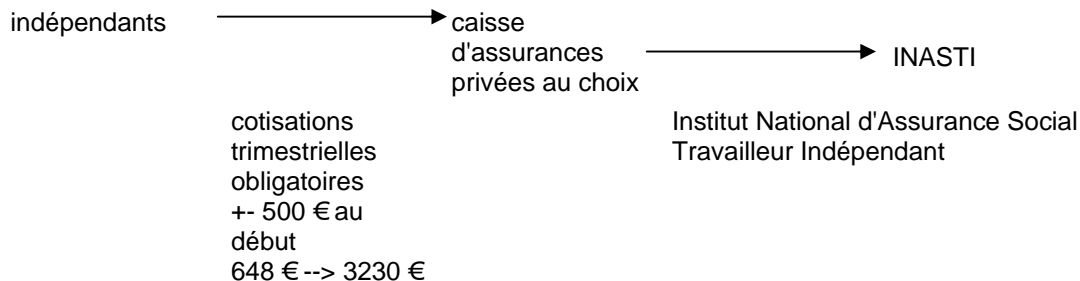
On perd ses droits si on ne paie plus

L'assurance privée n'assure que ceux qui peuvent se le permettre

- INAMI
  - quels sont les deux services rendus par l'INAMI ?
  - définir : -- ticket modérateur, jours de carence
  - exercice concret avec une de cours
- ONEM
  - qui a droit aux allocations de chômage ?
    - cas du jeune qui a terminé ses études qui n'a jamais travaillé
    - cas du travailleur qui a perdu son emploi
  - quels sont les démarches accomplir après l'école ?
  - exercice concret avec les notes
- ONAFTS
  - services rendus
  - exercice avec notes
- ONPTS
  - services rendus
  - exercice avec notes
- FAT
  - services rendus
  - exercice concret avec notes
- FMP
  - services rendus
  - exercice concret avec notes

## Statut social de l'indépendant -- les différents types d'entreprises

-- savoir reproduire le schéma général expliquant le statut social de l'indépendant (INASTI).



L'INASTI paye :

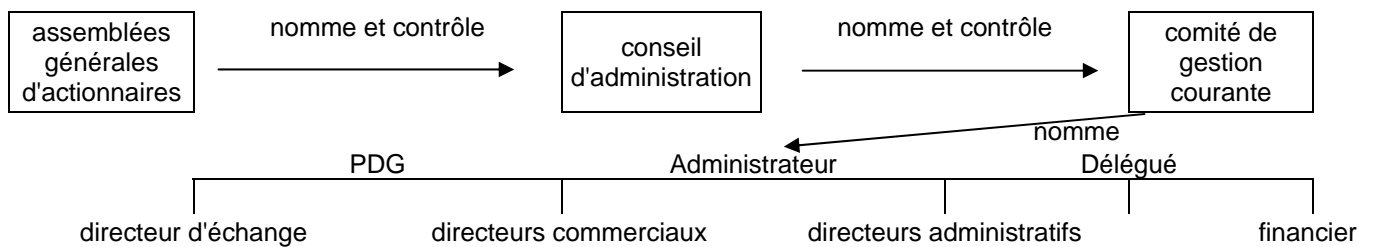
- allocations familiales, identique pour les salariés
  - sauf premier enfant égal sélectionné égale = 38 € au lieu de 76€
  - pension minimale
  - ménages = +- 850€
  - isolé = +- 630€
- soins de santé (les gros risques seulement)
- indemnités de maladie
  - 0 € pendant le premier mois
  - ensuite : -- 30 € par jour si chef de ménage
  - 23 € par jour si isolé

-- connaître le tableau de comparaison des différents types d'entreprises (individuelle -- SPRL -- SPRLU -- SA).

nom -- statut	provenance des capitaux	qui décide, qui dirige ?	gestion des bénéfices	notes
entreprises individuelles	de l'entrepreneur -- autofinancement -- emprunt	l'entrepreneur seul	l'entrepreneur se décide de l'utilisation des bénéfices	-- statut = indépendant -- responsabilité totale. En cas de faillite, l'entrepreneur individuel est totalement responsable
SPRL société privée à responsabilité limitée	deux associés capital de départ : 18 550 €	gérant (élu et contrôlé par) ↑ assemblée générale des associés	bénéfices partagés à la fin de chaque année en fonction du nombre de parts détenues par chaque associé	-- statut gérant (indépendants -- salariés) -- responsabilité limitée à la valeur des parts détenues -- les parts sont égales -- SPRL ne peuvent pas exercer une activité financière activité autorisée : production et commerce
SPRLU unipersonnel	une seule personne capital de départ : 18 550 €	l'entrepreneur seul	c'est l'entrepreneur qui gère seul	-- statut = toujours indépendants -- séparation du patrimoine privé et du patrimoine commercial
SA société anonyme	des actionnaires -- titres nominatifs -- actions parfois cotées en Bourse -- titres porteurs	assemblée générale des actionnaires au moins une fois par an désigne ↓ conseil d'administration ↓ comité gestion courante ↓ PDG (commercial, technique, administrative, financière)	sont partagées à la fin de l'année entre les actionnaires en fonction des parts détenues par chacun	-- statut PDG : employés -- responsabilité limitée à la valeur des parts -- toutes les activités sont autorisées pour les pandas y compris financières) -- actions négociables à la bourse

**Le pouvoir financier -- la mondialisation**

-- schéma de fonctionnement d'une SA



-- qui gère une SA ?

Ce sont les cadres PDG et directeurs.

-- Qui détient le pouvoir de décision ?

L'assemblée générale des actionnaires

Cependant, étant donné que la plupart des actionnaires sont de petits actionnaires qui n'assistent pas à l'assemblée générale, véritable pouvoir se trouve aux mains des gros actionnaires qui sont souvent des holdings.

-- qu'est-ce qu'un holding ? + Exemples

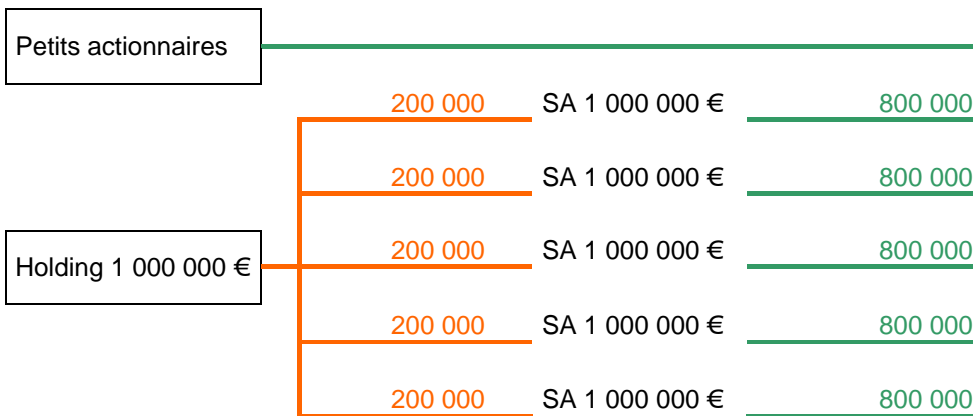
SA dont l'activité principale est le financement d'autres SA

Objectif = avoir de plus en plus de pouvoir

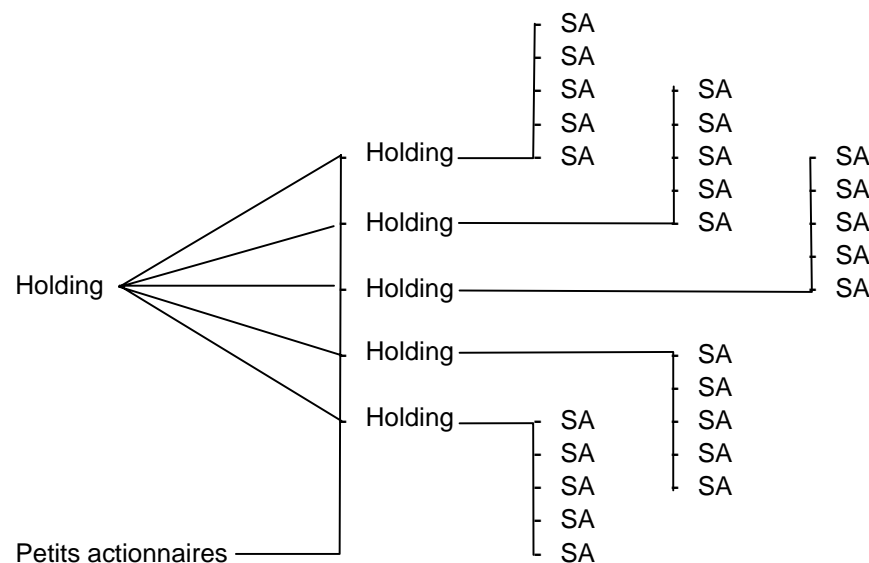
-- expliquer pourquoi il suffit à un holding de détenir 20 % du capital d'une SA pour la contrôler.

En détenant 20 % du capital d'une SA, on estime qu'un holding peut contrôler cette SA

-- faire le schéma de contrôle de 5 SA à un holding (contrôle par participation directe).



-- faire le schéma de contrôle de 25 SA par un holding (contrôle par participation indirecte).



-- définir OPA + 1 exemple.

À quelles conditions une SA est à l'abri d'une OPA ?

Pour être à l'abri d'une OPA, il faut détenir 50,1 % du capital

-- définir ce qu'on entend par développement durable

Solution à la logique du profit :

On part du besoin : on cherche à répondre à un besoin (contrairement au profit : où on crée le besoin)

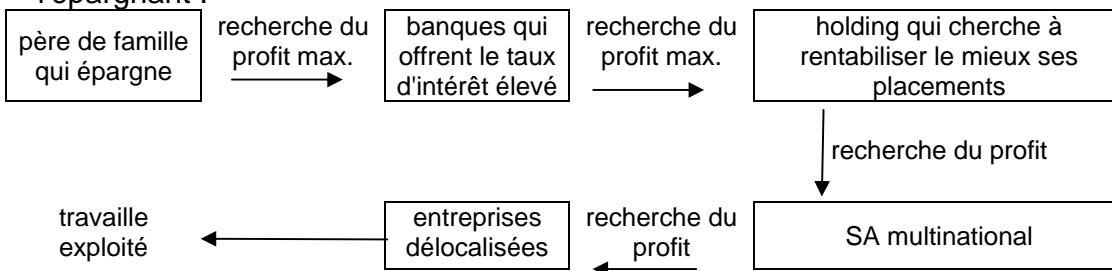
Besoin → Demande → Production de biens → Offre

=> Economie de la rentabilité maximale du produit

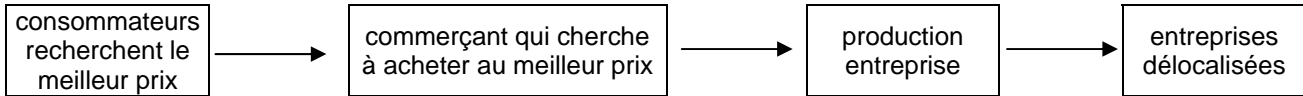
Exemple : le café

-- faire les schémas qui expliquent « la logique du profit ».

-- l'épargnant :



-- le consommateur :



-- le pouvoir des grands groupes financiers est plus fort que le pouvoir politique. Expliquer (voir article).

Texte : « Entreprise mondiale et impuissance économique »

-- la « logique du profit » entraîne une répartition inéquitable des richesses mondiales. Montrer le par des chiffres bien choisis.

Population mondiale (/20%)	Part du revenu mondial
1ère tranche	82,70%
2ème tranche	11,70%
3ième tranche	2,30%
4ème tranche	1,90%
5ième tranche	1,40%

-- En quoi consiste la taxe «Tobin » ? Que pourrait rapporter une telle taxe ?

Taxer (ou taux très faible de 0,1 %) des mouvements spéculatifs de capitaux à court terme pour contrer les effets déstabilisants sur les économies. estimation des recettes pour un an : 720 milliards

-- définir ce que l'on entend par commerce équitable + exemples

Proposer aux consommateurs occidentaux des produits payés à un prix honnête à des producteurs du Tiers-Monde.

Made in dignity : garantie d'une production dans le respect de la dignité humaine

Max Havelaar

Oxfam